

Elio Di Rupo (PS)

«Il ne faut surtout pas que les citoyens paient deux fois!»

LES PHRASES CLÉS

«S'il y en a qui souffrent, et vont souffrir encore plus, ce sont les **pensionnés et les femmes.**»

«C'est indigne, de la part d'un ministre, **d'accabler son administration.**»

«Je ne suis pas pour une **forme de laxisme.** Il faut tendre vers l'équilibre, mais il faut le faire avec des mesures **soutenables.**»

«Si les **Anglais** veulent quitter l'Europe, **qu'ils partent.**»

INTERVIEW

MARTIN BUXANT ET BENOÎT MATHIEU

Il fait mine d'hésiter, le président du Parti socialiste. Par humour ou par coquetterie, sans doute un peu des deux. S'il avait su qu'une photographie serait de la partie, il aurait privilégié la veste au pull. La tenue déteint-elle? Toujours est-il qu'Elio Di Rupo semble plus décontracté qu'à l'accoutumée.

Le budget donne des sueurs froides au gouvernement Michel.

Je suis triste de voir que notre pays est si mal conduit. Il y a une forme d'incompétence. Le déficit par rapport à ce que le gouvernement s'est lui-même fixé comme objectif est abyssal. Or il ne faut surtout pas que les citoyens paient deux fois. En seize mois, il y a eu un saut d'index, l'augmentation de la TVA, la hausse des accises. Bref, une réduction du pouvoir d'achat des citoyens. La question est: où est allé cet argent? Au PS, nous avons exposé nos calculs en septembre. Et dit que les recettes étaient surévaluées et que le budget ne tenait pas la route. Le problème, c'est que l'on entend la N-VA dire que l'on ira chercher des sous dans la Sécu. Alors que, comme le soulignait l'Organisation internationale du travail, la Sécurité sociale a permis à la Belgique de traverser la crise mieux que d'autres pays et de sauvegarder sa classe moyenne.

Ils vont bien devoir les trouver quelque part, ces milliards...

Il y a la lutte contre la fraude fiscale – je rappelle que sous le gouvernement précédent, sur les 22 milliards d'assainissement, il y en a eu 7 provenant de la lutte contre la fraude et les revenus du capital. Il y a notre proposition de taxation des grandes fortunes, dont la Cour

des comptes a dit qu'elle rapporterait, selon les paramètres, entre 700 millions et 2,3 milliards. Il y a les intérêts notionnels, qui profitent peu aux PME et indépendants. Il est possible de dégager des moyens financiers. Vraisemblablement, ils n'écouteront pas ces recommandations. Quand on voit ce qu'ils ont fait jusqu'à présent, voilà l'image que cela donne: protégés les entreprises, surtout les grandes, les gens qui ont des moyens financiers, les diamantaires, et tant pis s'il y a des difficultés pour d'autres catégories de citoyens. Et s'il y en a qui souffrent, et vont souffrir encore plus, ce sont les pensionnés et les femmes.

Le dérapage est-il si exceptionnel? N'est-ce pas à cela que sert un conclave: remettre le budget sur les rails?

J'ai fait des contrôles budgétaires, parfois pendant six semaines. On n'a jamais eu un trou aussi important qui dépendait de nos décisions. Ici, ils ont aussi rendu la situation difficile avec le tax shift. Ils ont voulu faire croire, à coups de publicités même, qu'on vivait dans le nirvana. Mais ce tax shift n'est pas financé et on se retrouve avec un trou béant.

Ce n'est pas la première fois que des recettes fiscales s'avèrent ne pas être à la hauteur des espérances et des estimations.

Objectivement, sans être discourtois, le ministre des Finances est le plus mauvais des ministres. On n'a jamais vu des prévisions de recettes comme celles-là. Dans le déficit constaté par le Comité de monitoring, 73% proviennent d'un manque de recettes. C'est énorme!

Johan Van Overtveldt pointe le SPF Finances, dont le modèle servant de base aux estimations doit être affiné.

C'est indigne, de la part d'un ministre, d'accabler son administration. C'est de l'irresponsabilité. Et c'est d'autant plus indigne qu'à longueur de semaines, le ministre des Finances a donné par le passé des leçons d'économie, et souvent à l'ancien Premier ministre, qui devait lire sous sa plume des phrases sarcastiques. De bonne foi, après qu'il a donné tant de leçons, on s'était dit lors de son arrivée: voilà quelqu'un qui sait ce qu'il faut faire. Patatras, il semble que cela ne soit pas le cas.

Le côté «donneur de leçons», ça ne passe pas?

La N-VA nous a attaqués durant des années. S'il pleuvait, c'était à cause des socialistes, et singulièrement du PS. Avec ce gouvernement, on sentait l'enthousiasme, enfin une politique claire: des réformes et du courage. Sans les socialistes, on allait voir ce qu'on allait voir! On voit l'état dans lequel le pays se trouve. Les prévisions de croissance sont inférieures à celle de la zone euro. La consommation intérieure s'essouffle: ils sont partis dans un cercle vi-

cieux qui plombe la croissance.

À moyen terme, le Bureau du Plan et la Banque nationale prévoient quand même des retombées positives, en termes d'em-

ploi et de croissance.

Je n'y crois pas une seule seconde, comme je ne crois pas aux effets retour. Tout va être englouti en tant que bénéfice par les entreprises, puisque la logique est la maximisation du profit.

Faut-il reporter le retour à l'équilibre?

Pour les socialistes, le budget est un instrument de la politique, dont l'objectif est le bien-être et la dignité des citoyens. Pour la

droite, le budget, c'est la finalité. On le voit à l'échelon européen: il y a comme une forme d'excitation. On va retrouver l'équilibre et tout va s'arranger. Comparons la zone euro et les Etats-Unis. Le déficit américain est colossal et la dette, n'en parlons pas. En Europe, l'orthodoxie et l'austérité. Eh bien, d'un côté, il y a une croissance économique forte et une reprise importante; chez nous, c'est atone et on souffre. L'équilibre budgétaire n'est pas un tabou. J'ai entendu que la ministre du Budget s'est fait remonter les bretelles, même si j'ignore si elle en porte. Pourtant, 2018, 2019 ou 2020: il n'y a pas le feu au lac. Le tout est de retrouver une reprise économique. Pour ce gouvernement, et surtout les néerlandophones, atteindre l'équilibre va créer une sorte d'extase. Je n'y crois pas. En revanche, ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. On doit continuer à réduire le déficit; il faut tendre vers l'équilibre. Je ne suis pas pour une forme de laxisme, mais il faut le faire avec des mesures soutenables. La Commission exige des efforts à hauteur de 0,6% du PIB, il faut respecter cela. Eux veulent faire 1% pour atteindre l'équilibre. C'est leur responsabilité.

Au niveau européen, êtes-vous favorable à la proposition du Premier ministre italien de constituer un noyau de pays qui pourraient avancer plus vite et plus loin?

Je partage ce point de vue depuis très longtemps. J'ai fait une vingtaine de sommets européens comme Premier ministre et je peux vous dire que ma conviction est faite. A 28, l'Europe n'avancera plus, c'est impossible. Les sensibilités sont trop différentes: regardez la Hongrie, la Pologne, il n'y a pas d'esprit européen, même avec des politiques de gauche comme en Slovaquie. Il faut redémarrer avec un noyau de onze pays de la zone euro, au minimum. Recréer une nouvelle dynamique et se fixer différents objectifs. Comme la convergence fiscale ou la lutte contre le dumping social.

L'Allemagne et la France doivent-elles être dans votre noyau de pays européens?
Dans la mesure du possible, c'est mieux.

Une Europe sans les Britanniques, c'est grave?

C'est à eux de décider s'ils veulent rester. On ne les oblige pas à tenir un référendum, Cameron s'est mis le dos au mur tout seul. Ce qui est inacceptable, ce sont les gages que l'Europe a donnés à un pays qui menace de la quitter. Que va-t-on faire si la Hongrie ou la Pologne font la même chose? Regardez la Grèce, personne n'est allé faire un compromis avec Tsipras...

Mais si, il y a eu une négociation avec Tsipras!

Certainement pas une négociation qui a donné des avantages à Tsipras.

Si vous aviez encore été Premier ministre, vous n'auriez pas lâché de lest pour David Cameron?

Non! Je me serais exprimé dans un sens contraire à ce qui a été fait. Mais bon, Donald Tusk avait montré la voie. Si les Anglais veulent partir, qu'ils partent.

La Turquie a-t-elle sa place dans l'Union européenne?

En l'état actuel, entre autres avec la situation des droits de l'homme, c'est clairement non. Quand les choses auront changé, on verra.

Mais philosophiquement, la Turquie a-t-elle vocation à intégrer l'Europe?

Si à côté de cela, on a un noyau de quelques pays européens qui avancent très loin, ça ne me dérange pas que dans un grand marché, on soit à 28 ou à 30. Mais actuellement, ce

qu'ils font, donner de l'argent à la Turquie pour qu'elle fasse le tri des migrants, ça dépasse l'entendement.

On doit accueillir davantage de réfugiés?

Certainement. De toute manière, les frontières extérieures de l'Europe ne seront jamais étanches. Nous plaidons pour que le Haut commissariat pour les réfugiés puisse déterminer qui est réfugié et qui ne l'est pas. Ensuite, il faut une répartition équitable entre pays européens. On a un million de migrants. Mettons même qu'il y en ait deux, ça ne fait toujours que quatre migrants pour mille Européens. À Mons, je suis à cinq pour mille et on vit dans la sérénité absolue. On ne va pas laisser mourir des gens dans la boue, des gens qui fuient la guerre et la mort. Quand nos grands-parents ont fui 14-18 ou 40-45, ils ont été accueillis. C'est la même chose.